

L'agriculture, un enjeu de santé publique

Le lien entre agriculture et santé publique est double : il passe par l'alimentation qui influence 80% des maladies¹, dont 40% des cancers, mais aussi par d'autres compartiments de notre environnement, comme l'eau, l'air, les matériaux. Les agriculteurs sont les premières victimes de ce problème². *Aucune politique publique de santé ne peut donc plus faire l'impasse sur la question agricole.*

L'impact de l'agriculture sur l'eau est abordé dans la fiche sur l'eau. En ce qui concerne l'air, l'enjeu touche plusieurs problématiques, notamment les maladies provoquées par la pollution de l'air consécutive à l'usage des pesticides et au transport, d'autre part celles qui risquent de se développer avec le changement climatique.

Soutenir un mode de production agricole favorable à la santé publique

Le mode de production agricole a plusieurs incidences sur la qualité des aliments, notamment sur les teneurs en résidus chimiques et en nutriments et sur la microbiologie.

L'usage de variétés végétales et de races animales adaptées au milieu agro-climatique est fondamental, en permettant de réduire voire supprimer les apports chimiques, et de bénéficier d'une croissance optimale des plantes et des animaux en lien avec leur milieu : c'est dans ces conditions que le raisin, par exemple, pourra comporter de nombreux tanins et polyphénols, et que le vin pourra alors avoir des vertus médicales (consommé en petites quantités, bien sûr). Notre alimentation ne peut apporter les molécules précurseurs de nos défenses immunitaires que si les aliments se sont eux-mêmes dotés de ces molécules dans le cadre de leurs processus de croissance : les béquilles chimiques de l'agriculture conventionnelle limitent la richesse des aliments, en les coupant de leur environnement naturel et en réduisant les défenses naturelles des végétaux. Un vin issu de l'agriculture chimique intensive n'a guère de qualités sanitaires !

C'est la raison pour laquelle une agriculture sans produits chimiques est bénéfique au moins à trois niveaux :

- elle limite nettement la présence de molécules nocives à notre santé ;
- elle produit des aliments naturellement chargés en molécules bénéfiques (nutriments, anti-oxydants), précurseurs de nos systèmes immunitaires ;
- elle favorise un milieu de qualité (eau, air...)

Les Verts s'engagent donc à favoriser les agricultures permettant la production d'aliments de qualité sanitaire et nutritionnelle élevée :

- en mettant en place un plan de réduction de 50 % des pesticides d'ici 2012 ;
- en soutenant le développement de l'agriculture biologique³ (cf. fiche agriculture biologique) ;
- en favorisant l'usage de races animales et de variétés végétales adaptées aux milieux - en particulier, Les Verts oeuvreront à une reconnaissance légale des « semences paysannes », c'est-à-dire des variétés sélectionnées dans les fermes par les paysans eux-mêmes ;
- en orientant la recherche agronomique sur les moyens de production et de conservation les plus propices à la qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments ;

¹ Augmentation des allergies (+10% par an) en relation avec une alimentation imprégnée de molécules de synthèse, progression de l'hypofertilité masculine notamment due aux pesticides...

² Résultats épidémiologiques récents mettant en évidence une proportion anormale de cancers du cerveau et de maladies neuro-dégénératives mise en lien avec l'usage des pesticides.

³ Dont la teneur en nutriments est supérieure de 25% en moyenne par rapport aux aliments issus de l'agriculture « conventionnelle »

Les Verts – Commission agriculture
Fiche thématique Agriculture et santé publique

- en cessant tout soutien à l'installation pour les systèmes d'élevage hors-sol, et en soutenant la conversion des élevages hors-sol actuels vers des systèmes plus rationnels.

Mettre en œuvre un véritable plan de diversification de l'alimentation

Outre la question des pesticides ou des nitrates dans les aliments, l'appauvrissement de l'alimentation en acides aminés et en acides gras insaturés, en micro-nutriments (vitamines, oligo-éléments antioxydants) et en fibres alimentaires entraîne pour les consommateurs une fragilisation (déficience immunitaire, fatigue chronique...), une accélération du vieillissement des cellules (oxydation de l'organisme), une augmentation des maladies cardio-vasculaires, de la surcharge pondérale et probablement une augmentation du risque cancéreux. De nombreuses catégories de la population souffrent de déséquilibre alimentaire, faute de moyens économiques (les fruits et légumes sont chers) ou par vulnérabilité face au matraquage publicitaire pour des produits raffinés, trop sucrés ou trop gras. A ce titre, les règles actuelles qui régissent les « allégations santé » des aliments (affichage sur l'emballage d'un faible taux de sucre ou d'un taux important d'Oméga-3, par exemple) sont notoirement insuffisantes, dans la mesure où un bénéfice ponctuel peut être contrecarré par le reste des composants. L'on voit ainsi souvent un fabricant vanter le faible taux de sucres d'un aliment ... alors que ce « bénéfice » très relatif a été obtenu en réalité en augmentant le taux de graisses !

Pour favoriser la diversification de l'alimentation pour tous, les Verts s'engagent à :

- renforcer les dispositifs de contrôle des « allégations santé » des aliments, de façon à empêcher les fabricants de masquer un composant malsain au prétexte d'un composant plus sain ;
- encourager une culture alimentaire saine basée sur une réduction de la part des protéines animales (viande deux fois par semaine tel que recommandé par l'OMS dès les années 70), une augmentation conséquente de la part des protéines végétales (céréales et légumineuses, riches en fibres, vitamines et minéraux), ainsi qu'une augmentation de la consommation en fruits et légumes.
- mettre en place une véritable éducation à l'alimentation en lien avec le budget, notamment basée sur la compréhension pratique des équilibres alimentaires, des économies réalisables, sur l'apprentissage des codes et arnaques des emballages alimentaires ;
- favoriser l'achat de fruits et légumes considérés comme trop chers aujourd'hui par les catégories les plus pauvres de la population, par l'intégration des fruits et légumes aux dispositifs d'aides agricoles (Organisations Communes de Marché et aides directes) et par la création de « tickets alimentaires fruits et légumes » dans le cadre des dispositifs d'aide aux populations défavorisées ;
- mieux encadrer la publicité relative à l'alimentation.